

# la nouvelle lettre

Directeur de la publication : Jacques GARELLO

Commission Paritaire : 0113 K 87909 - ISSN : 1951-4727  
Dépot légal : à parution

N°1124 du 30 juin 2012 | [www.libres.org](http://www.libres.org)  
1981-2012 | 31ème année de parution

Hebdomadaire 1,50€



## SOMMAIRE DU N°1124

**EDITORIAL** : Rendez-vous à Aix pp. 1-2

**CONJONCTURE** : Public, vous avez dit public ? pp. 3-4

**ACTUALITÉ** : Des libéraux au sein de l'UMP p. 4 - Un nouveau front islamiste contre Israël p. 5 - Le sommet de Bruxelles a-t-il sauvé l'Europe et l'euro ? p. 5

**CONNAISSANCE DU LIBERALISME** : p. 6-7

**LU POUR VOUS** : livres, articles et sites p. 8

## 33° Université d'Eté de la Nouvelle Economie

Un bulletin d'inscription est à votre disposition en page 2.

Toutes les informations sont sur le site :  
<http://www.summeruniv.com>

Contact téléphonique : 04 42 90 85 27  
E-mail : [contact@summeruniv.com](mailto:contact@summeruniv.com)

## Rendez-vous à Aix

Rendez-vous à Aix en Provence au soir du 26 août ou au matin du 27.

J'évoque souvent la nécessaire rupture. Et il est en effet nécessaire, pour vous comme pour moi et la rédaction de la Nouvelle Lettre, de rompre avec le travail, pour reconstituer nos forces épuisées par une campagne éprouvante – à tous les sens du terme.

Nous allons mettre à profit ce répit de quelques semaines (la prochaine Lettre sera datée du 24 août) pour être prêts à redémarrer. La conjoncture et le contexte ne tolèrent aucun relâchement, aucun retard, seulement la soigneuse mise en place des pièces de notre engagement.

J'ai fait le choix pour l'Université d'Eté 33 du thème du Libre Echange. Je vous en ai donné les raisons. D'une part, la campagne a fait apparaître que les candidats, sans aucune exception, se sont livrés à une surenchère protectionniste, or rien n'est plus dangereux pour les libertés que le nationalisme économique – il a aggravé la crise de 1929 et conduit à la deuxième guerre mondiale. D'autre part, les réformes à réaliser en France ont pour objectif de mettre la France

au niveau de la concurrence mondiale, et c'est sous la pression de l'extérieur que l'on en finira avec la « tyrannie du statu quo » qui nous ruine inéluctablement.

Mais, au-delà du libre échange, l'Université d'Eté 33 sera, je l'espère, une véritable veillée d'armes. Les chevaliers à adouber sont peut-être issus de la cohorte politique. Mais ils doivent aussi sortir des rangs de la société civile.

Je lance actuellement des invitations à quelques chevaliers politiques. Certains sont de preux libéraux, et se sont battus avec conviction ; ils ont parfois été vaincus et je le regrette sincèrement ; ils sont parfois sortis vainqueurs, et je m'en réjouis. Mais tous doivent se sentir soutenus et incités à pousser fort dans le sens d'une reconnaissance officielle d'une force libérale. François Coppé a déclaré cette semaine que l'important était maintenant le débat d'idées. C'est mieux que le combat des chefs. Mais le débat, de mon point de vue, se résume à ceci : veut-on programmer et réaliser la rupture libérale dont la France a besoin ? >>

**sefel**

**SOCIETE D'EDITION ET DE FORMATION ECONOMIE ET LIBERTE**

Chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4 - Tél. : 01 43 80 55 18

[www.libres.org](http://www.libres.org)

## Rendez-vous à Aix (suite)

L'Université d'Été 33 aura pour mission de rappeler les fondamentaux de la rupture : diminution du périmètre de l'État, libération des énergies humaines.

La classe politique se rendra-t-elle à notre invitation ? Va-t-elle, comme depuis cinq ans, continuer à faire la sourde oreille aux idées de la liberté ? Par moments, je crains que le jeu dans les mois à venir soit celui de Colin Maillard, tout le monde partant dans tous les sens et les yeux bandés. Pour se rassurer et se rassembler, l'opposition se donnerait un chef, sitôt contesté que choisi. Et le débat d'idées serait renvoyé aux calendes... grecques.

Je compte donc bien plus sûrement sur les chevaliers de l'ombre, sortis de leur silence, et décidés à compter sur leur propre vaillance plutôt que sur les exploits des armées du roy.

C'est vers la société civile que doivent maintenant se déplacer les efforts libéraux. Le moment est propice. Certains de mes amis ne

le croient pas. Pourtant vous voyez tous, autour de vous, des gens lucides qui ont en commun deux réactions : l'une de révolte contre la droite qui a failli durant le quinquennat qui se voulait novateur, au point que la classe politique dans son ensemble a perdu toute crédibilité ; l'autre de peur d'une gauche prisonnière d'une idéologie passéiste et de groupes de pression, notamment syndicalistes. Globalement, des centaines de milliers d'hommes et de femmes de bonne volonté se demandent ce qui leur arrive, ce qui risque de leur arriver, et n'ont pas de réponse à leurs légitimes inquiétudes.

Nous leur apportons la réponse.

*“ Retourner au capitalisme ”*

Notre rôle n'est pas d'ajouter au concert des pleureuses, mais de montrer qu'il y a un espoir, parce que de nombreux pays, hier comme aujourd'hui, ont tourné le dos aux politiques imbéciles et

aux utopies de la « troisième voie ». « Retourner au capitalisme », a écrit Pascal Salin, c'est la seule solution réaliste, celle que l'on n'a jamais essayée.

Ce n'est donc pas le moment de se complaire en jérémiades. C'est le moment de se mobiliser.

*“ Ne rien faire c'est laisser faire ”*

Nous sommes maintenant à l'heure des réseaux, les chevaliers de la société civile doivent donc couvrir le pays d'une maille serrée de clubs et cercles de réflexion, dont la vocation sera double : pédagogie d'une société où on sait se passer de l'État chaque fois qu'on le peut, pression sur la classe politique pour lui faire admettre un programme de libération du pays.

Ces perspectives ne vont-elles pas vous inciter à venir à Aix ou, à tout le moins, à soutenir notre Université d'Été 33 ?

**Jacques Garello**



### BULLETIN D'INSCRIPTION

à la **33<sup>e</sup> Université d'Été de la Nouvelle Économie**

à retourner à **ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4**

NOM ..... Prénom .....

Adresse .....

E-mail .....

S'inscrit à l'Université d'Été de la Nouvelle Économie en qualité de (cocher les cases correspondantes) :

**Étudiants**  Inscription 100 €

*L'inscription couvre votre participation à toutes les sessions et tous les ateliers, les documents de travail, 4 nuits en cité universitaire, 3 déjeuners pris à l'Université.*

**Non étudiants**

Inscription (avant le 20 juillet) 150 €

Inscription (après le 20 juillet) 175 €

Inscription (sur place) 200 €

*L'inscription donne accès à toutes les sessions et tous les ateliers et aux documents de travail. Elle couvre aussi 3 déjeuners pris à l'Université.*

**Réservation d'une chambre à la cité Universitaire Les Gazelles pour 4 nuits**

Logement en Cité Universitaire (4 nuits) 100 €

**Repas et cocktail d'ouverture du 26 août 2012 pour la somme de 60€**

**Soutenir le Programme de bourse de l'Université d'Été** (en partenariat avec l'IES Europe), qui prend en charge les frais de participation, d'hébergement et de repas d'un étudiant **pour la somme de 100€.**

Ci-joint un chèque de ..... € à l'ordre de Nouveaux Economistes

Je désire recevoir confirmation de mon inscription et/ou de mon don à l'adresse postale suivante ou par e-mail :

## PUBLIC, VOUS AVEZ DIT PUBLIC ?

Pour ce dernier article avant la trêve estivale, le mot qui me vient à l'esprit pour résumer les « débats » des campagnes électorales et les premiers pas du gouvernement, c'est le mot public : service public, secteur public, banque publique, entreprise publique, etc. Voilà la solution à nos problèmes ; un esprit malicieux ferait observer qu'on peut aussi parler de dettes publiques ou de dépenses publiques, ce qui est moins séduisant. En réalité, c'est cette obsession du secteur public, donc de l'Etat, qui nous mène à la ruine.

### La Banque publique d'investissement

Parmi les propositions phares de François Hollande, il y a le projet de Banque publique d'investissement. Il paraît que cela va nous sortir de la récession, car cette banque publique va financer les petites et moyennes entreprises. C'est le fer de lance de la politique industrielle et du « redressement productif » avec lequel Arnaud Montebourg nous fait tant rêver. Notons que ce ministre a nommé 22 délégués au redressement productif, un par région, de hauts fonctionnaires, qui, comme chacun le sait, savent mieux créer des emplois et « veiller », comme l'a dit le ministre, que des entrepreneurs qui ont eu le tort de ne pas faire l'ENA.

On ne savait pas que la France manquait de banques et que celles-ci étaient incapables de financer les entreprises. Mais sans doute le gouvernement pense-t-il que les banques privées ne savent pas quelles entreprises financer et prêtent à n'importe qui, en finançant stupidement les entreprises rentables, au lieu de soutenir les canards boiteux ou les entreprises dont un organisme central a indiqué l'utilité. Il est sûr qu'une banque publique d'investissement va savoir déceler les vrais projets à financer, sans se soucier de brouilles telles que leur rentabilité.

Le gouvernement a avancé un argument imparable : pallier les défaillances du marché. Car bien

sûr ni la bourse, ni les banques ne songent à financer l'industrie ! On commencera fort modestement : 20 milliards de dotation au départ, grâce au doublement du plafond du livret de développement durable. On se demande par quel mystère toutes les économies de marché du monde ont pu se développer sans banque publique d'investissement. Mais la France va réparer cet oubli, et renouer avec la tradition de la banque soviétique Gosbank.

### Le Fonds stratégique d'investissement

Tout cela est d'autant plus étonnant que nous disposons déjà du plus gros établissement financier français, la Caisse des dépôts, établissement public, qui détendra avec l'Etat le capital de cette banque : public plus public, ça reste public. Mais nous avons aussi le « Fonds souverain à la française », le FSI (Fonds stratégique d'investissement), qui prétendait déjà jouer un rôle de ce type, avec le succès que l'on sait. Bref, on ajoute du public au public, pour financer ce que d'habiles fonctionnaires auront décidé être les priorités de notre économie. Quand on connaît les échecs passés de nos politiques industrielles, on peut être sceptique.

Mais les banques publiques s'accompagnent d'entreprises publiques. Comment est-ce possible, puisque le gouvernement « ultralibéral » précédent avait tout privatisé ? Justement, il ne devait pas être si libéral que cela, puisque le secteur public français

reste le plus important des économies de marché. La plupart des « services publics » sont toujours détenus majoritairement par l'Etat. D'ailleurs, l'actuel gouvernement entend restaurer les services publics, que Bruxelles ouvre peu à peu à la concurrence et qui ont en outre été privatisés chez nos principaux partenaires.

### Les entreprises publiques

Au-delà des prétendus services publics totalement sous la coupe de l'Etat, celui-ci via l'Agence des participations de l'Etat, détient 15,9% d'Air France, 10% d'Areva (mais 77% sont détenus par la CDC et le CEA, donc la réalité est que la part publique est de 87%), 15% d'EADS, 13% de France Telecom, 36% de GDF Suez, 15% de Renault (on sait que sans l'Etat personne ne fabrique d'automobiles !), 30% de Safran, 27% de Thales, mais aussi des parts dans CNP assurances ou ADP.

Il faut aussi tenir compte de ce que détient le Fonds stratégique d'investissement, totalement étatique. Un portefeuille de près de 15 milliards, qui vient s'ajouter à la liste précédente, parfois dans les mêmes entreprises (comme France Télécom ou ADP, ce qui augmente encore la part de l'Etat), parfois dans d'autres entreprises. La pieuvre étatique étend ses ramifications dans tous les secteurs. Encore une preuve supplémentaire de cet ultralibéralisme du gouvernement précédent que dénoncent les socialistes. >>

## Public, vous avez dit public ? (suite)

Ultralibérale aussi la part des dépenses publiques dans le PIB (56%, record d'Europe), qui fait que, comme le montre Contribuables associés, les Français travaillent pour l'Etat jusqu'à la mi-juillet. Le retour en force du contrôle public des prix, dont nous avons parlé il y a quinze jours, mais aussi du salaire minimum et désormais maximum pour les entreprises publiques, viendra encore accentuer les choses. Ne parlons pas de toutes les réglementations publiques, administratives, sociales, qui accentuent la main mise de l'Etat sur la vie économique, ni des dettes publiques, autrement plus lourdes que les dettes privées, ou de l'école publique, qui empêche tout développement du privé.

### Quand Lacordaire fait du Tocqueville

Reconnaissons que cette hypertrophie de ce qui est public, cet étatisme, n'a pas été inventé par François Hollande. C'est une tradition qui remonte à Colbert, au Jacobinisme, à Napoléon, large-

ment partagée après la guerre par la droite et la gauche. Mais François Hollande est en train d'en rajouter une couche, au moment où nos partenaires font reculer l'Etat, ce qui accentue encore l'exception française.

Cet article étant le dernier avant la trêve estivale, prenons un peu de recul et citons le père Lacordaire, plus connu pour son libéralisme politique qu'économique. On a oublié qu'il avait succédé à l'Académie française à Tocqueville, dont il a fait l'éloge, comme c'est l'usage, en 1861. Que disait Lacordaire ?

« L'Américain ne laisse rien de lui-même à la merci d'un pouvoir arbitraire. Il entend qu'à commencer par son âme, tout soit libre de ce qui lui appartient et de ce qui l'entoure : famille, commune, province, association pour les lettres ou pour les sciences, pour le culte de son Dieu ou le bien être de son corps. Le démocrate européen [traduisons : le Français à l'époque], idolâtre de ce qu'il appelle l'Etat, prend l'homme dès son berceau pour

l'offrir en holocauste à la toute puissance publique. Il professe que l'enfant, avant d'être la chose de la famille, est la chose de la cité, et que la cité (...) a le droit de former son intelligence sur un modèle uniforme et légal. Il professe que la commune, la province, et toute association (...) dépendent de l'Etat, et ne peuvent ni agir, ni parler, ni vendre, ni acheter, ni exister enfin sans l'intervention de l'Etat et dans la mesure déterminée par lui, faisant ainsi de la servitude civile la plus absolue, le vestibule et le fondement de la liberté politique. L'Américain ne donne à l'unité de la patrie que juste ce qui lui faut pour être un corps ; le démocrate européen opprime tout l'homme pour lui créer, sous le nom de patrie, une étroite prison ».

Nous en étions là en 1861 ; nous revoilà au même point en 2012. Rien de nouveau sous le soleil de France.

Jean Yves NAUDET

## Des libéraux au sein de l'UMP

*Les preux chevaliers sortiraient-ils de leur citadelle ? Affaire à suivre...*

L'optimisme de Jacques Gareilo serait-il réaliste ? Dans Le Figaro d'avant-hier (29 juin) on apprend qu'Hervé Mariton, député réélu dans la Drôme, ancien membre du gouvernement Villepain, a l'intention de regrouper les libéraux de l'UMP autour d'un programme qu'il va rédiger et proposer. Il semblerait donc que certains, même au cœur de l'UMP, redécouvrent les vertus du libéralisme. Ils n'avaient guère eu l'occasion ou la liberté de s'exprimer pendant la campagne, par exemple on n'avait entendu nul discours en faveur du libre échange ou de la finance internationale.

Nous saluons donc avec plaisir cette aube nouvelle. Mais nous adressons à Hervé Mariton et ceux qui le suivront quelques conseils.

**Le premier est un appel à l'humilité** : les votes et les carrières des preux chevaliers libéraux n'ont pas été particulièrement édifiants depuis une dizaine d'années, se bousculer pour être au premier rang du futur ministère libéral est donc prématuré.

**Le deuxième est un appel à la collaboration** : nous sommes persuadés que la société politique n'a pas aujourd'hui la moindre chance de convaincre l'opinion

publique sans le relais de la société civile, et nous donnons rendez-vous à ces ressuscités du libéralisme dans nos prochaines initiatives, rencontres et événements. Bienvenue à l'Université d'Été 33.

**Le troisième est un appel à la rigueur** : un programme libéral exige cohérence et complétude. Quelques mesures, même souhaitables, ne suffisent pas à créer une vraie rupture, et il nous étonnerait que l'on puisse aller bien loin au sein d'une UMP dominée par des gaullistes de gauche et des défenseurs du modèle social français. Mais, après tout, pourquoi pas ?

## Un nouveau front islamiste contre Israël ?

*Le Frère Mohammed Morsi veut faire alliance avec l'Iran chiite*

Mohammed Morsi a donc été élu président d'Égypte. Cette victoire est celle des Frères Musulmans. Elle suscite deux interrogations : sur l'évolution de l'Égypte elle-même, sur les changements prévisibles concernant les relations avec Israël.

**P**our ce qui est de la question interne, on a lu beaucoup de commentaires rassurants, comme celui de El Aswany, écrivain qui passe pour une figure de proue du printemps égyptien (Le Figaro, mercredi 27). On met en avant le libéralisme économique des Frères Musulmans, comme si cela pouvait faire oublier le fanatisme religieux desdits Frères. Ils ont persécuté les Coptes chrétiens non

seulement pour des raisons religieuses, mais aussi parce que les Coptes étaient les piliers du tourisme et de l'économie en Égypte. D'autre part, les Frères Musulmans seront-ils en mesure de tenir tête aux assauts des salafistes qui veulent imposer la charia, et balayer du même coup tous les droits individuels ? Seule l'armée a réussi à ce jour à résister, mais quel poids les généraux peuvent-ils continuer à avoir face au nouveau Président ?

**U**n autre point d'inquiétude vient de l'intention proclamée de Mohammed Morsi de se rapprocher de l'Iran. Or, il y a entre Égyptiens et Iraniens une opposition religieuse majeure : les uns sont sunnites, les autres

chiites. La division entre les deux principales branches de l'Islam (les sunnites sont largement majoritaires partout, et au niveau mondial représentent 90 % de l'ensemble musulman) s'est traduite jusqu'à présent dans l'attitude à adopter face à Israël. Le Hesbollah par exemple prend ses consignes à Téhéran, tandis que le Fatah a toujours été plus proche du Caire. De grandes retrouvailles entre frères naguère ennemis (au point de s'entretuer en Irak) annonceraient-elles une agression contre Israël ? La communauté des pays libres, attachée aux accords de paix et (faut-il l'espérer) aux droits de l'homme, a de quoi exercer sa vigilance. Et Israël de s'inquiéter – à juste titre. •

## Le sommet de Bruxelles a-t-il sauvé l'Europe et l'euro ?

*Il a déjà eu beaucoup de mal à sauver les apparences*

**O**n est déjà parti sur une mauvaise base : celle de la fuite en avant. Les institutions européennes de l'Europe ont-elles prouvé leur inefficacité ? Allons plus loin et plus vite dans la construction européenne. L'euro a-t-il été un échec ? Sauvons-le.

En fait, sous la pression des Italiens et des Espagnols, ce 20ème sommet s'est cantonné dans des discussions sur des problèmes d'urgence. Monti et Rajoy ont obtenu une rallonge de 120 milliards d'euros que le Fonds Européen de Stabilisation Financière pourra débloquer en secours immédiat. Comme l'Europe est riche (des contributions allemandes), on a même ratifié un « pacte de croissance », cher à François Hollande, qui pourrait permettre d'ouvrir des crédits pour de grands travaux

européens. Il est difficile à l'heure présente de savoir si tant de milliards vont permettre tout à la fois de sauver les banques espagnoles, d'épargner à l'Italie des taux d'emprunt usuraires pour gérer sa dette souveraine, de lancer un programme de réseaux autoroutiers ou ferroviaires. Et les Grecs enfin ?

**D**u côté de l'avancée vers une union européenne renforcée, on a admis la possibilité pour la Banque Centrale Européenne d'exercer une surveillance sur les politiques budgétaires et financières nationales, mais prétendre pour autant que la crise européenne est résolue est très audacieux ! Les « Européistes » continuent à rêver d'une Europe intégrée, mais les souverainistes, dont les Anglais, n'ont pas désarmé. Quant aux fédéralistes,

comme Angela Merkel, qui veulent une Europe disciplinée, disposant d'un contrôle sur le secteur public de chaque Etat européen, ils se trouvent pour l'instant affaiblis.

**O**n connaît la position libérale : celle d'un espace de libre et totale circulation, soumis à la concurrence entre Etats. La crise, c'est bien celle de l'Europe intégrée et harmonisée : l'intégration est devenue solidarité forcée, l'harmonisation nous a valu le surdéveloppement de Bruxelles, et l'alignement théorique sur des normes qui sont tantôt conformes à la concurrence et à la rigueur – mais elles ne sont jamais respectées - tantôt au service d'un dirigisme dévastateur. Le vrai danger est que la cacophonie européenne débouche sur un protectionnisme suicidaire. •

*J'essaie de rétablir ici la vérité sur le libéralisme : non le libéralisme n'est pas la loi du plus fort, non la propriété n'est pas le vol, non l'intérêt personnel n'est pas l'égoïsme, non l'inégalité n'est pas l'injustice, non la liberté de choisir ne condamne pas au matérialisme, non la concurrence n'est pas la disparition des emplois.*

## A qui profite la loi du profit ?

Cette interrogation, prêtée à Louis Blanc, résume à elle seule toute l'ambiguïté du profit. En général, ce qui profite à quelqu'un est à son avantage : on profite d'un beau temps, d'une bonne santé. En revanche la loi du profit est l'objet d'attaques, les « profiteurs » sont montrés du doigt. Les « profits des grandes sociétés sont scandaleux » : air connu.

Bref ce qui profite aux uns se ferait au détriment des autres, de sorte que le profit serait à la fois la meilleure et la pire des choses.

## Le profit des profiteurs

Le procès de la loi du profit a été principalement instruit par Karl Marx. Le profit est un des aspects de la lutte des classes. Dans le système capitaliste ceux qui profitent de la production sont les propriétaires du capital, qui imposent aux travailleurs des salaires de misère de façon à s'enrichir plus vite, en s'appropriant la « plus value », cette part de la valeur du produit qui a pour origine le « capital variable », c'est-à-dire la main d'œuvre, mais qui ne sera jamais perçue par les prolétaires parce qu'elle aura au passage été confisquée par les capitalistes, propriétaires du « capital fixe ». Le rapport de la plus value à la masse du capital utilisé définit le « taux de profit ». Cependant, Marx prévoyait une disparition



Karl Marx  
1818-1883

fatale du profit parce que les entreprises capitalistes veulent toujours grossir pour maintenir leur taux de profit (produire en grande quantité entraîne toujours baisse des coûts), et les firmes géantes se font une telle concurrence que finalement elles seront ruinées, ne serait-ce que parce que les consommateurs privés de leur plus value n'ont plus de pouvoir d'achat pour absorber une surproduction inévitable. Le capitalisme, sevré de profit, devrait donc s'effondrer dans une crise géante de surproduction. Voilà pourquoi au cours des derniers mois certains ont cru que la prophétie marxiste allait enfin se réaliser : le capitalisme, victime de

son obsession du profit, était en train de s'effondrer. Nous n'y sommes pas encore...

## L'obsession du profit

Comme si le marxisme d'origine ne suffisait pas, la recherche du profit a été accusée de créer bien d'autres drames. Elle a condamné les pays riches à appauvrir les pays pauvres, à piller leurs matières premières (théorie de l'impérialisme). Elle a conduit au gaspillage des ressources naturelles et à la pollution, menaçant même l'avenir de la planète (théorie du développement durable). Elle a aliéné la population mondiale en la condamnant au matérialisme et à la course à la richesse (théorie de la société de consommation). Elle a imposé dans les entreprises des conditions de travail inhumaines voire dégradantes (théorie du productivisme). Le comble serait qu'à cette évolution de longue période, liée au système économique, s'ajouterait la spéculation de courte période, certains pouvant tirer en quelques heures les bénéfices d'une crise dont tout le monde pâtit, grâce en particulier aux opérations financières.

## Le profit, un outil de gestion

Pourtant les planificateurs de l'URSS avaient eux-mêmes réhabilité le profit dans la gestion des entreprises soviétiques.

Car le profit d'une entreprise se lit dans sa comptabilité et à la simple apparence d'une différence entre les produits (résultats des ventes) et les charges (rémunération des fournisseurs et des producteurs). On mesure en général une bonne gestion par l'existence et l'importance du profit : c'est une indication de la bonne marche de l'entreprise. Sans doute cet outil de gestion n'a-t-il de vraie signification que lorsque les prix de vente comme les coûts des charges sont libres – ce qui n'était pas le cas en URSS - et ce qui fait apparaître de faux profits ou de fausses pertes dans les économies dirigées où les subventions et réglementations diminuent artificiellement les coûts, ou soutiennent artificiellement les prix.

## Le profit, instrument de coordination

Dans une économie de marchés libres et concurrentiels, le profit, résultat comptable, est positif quand la clientèle est satisfaite. Le client a accepté le prix et la qualité des produits qui lui sont proposés. L'entreprise a su le satisfaire pleinement. Le plan du producteur est conforme aux plans du consommateur. Le difficile problème de la coordination des décisions économiques est ainsi résolu. En permettant à l'entreprise de réaliser des profits, la clientèle non seulement donne son accord, mais elle donne aussi à l'entreprise les moyens de continuer à produire, elle assure son développement et sa survie à long terme.

On sait que ce profit, à long terme, est indispensable, car il suscite l'innovation, et force l'en-



Jean Baptiste Say

1767 – 1832

treprise à s'adapter sans cesse, sans s'endormir sur un succès passager.

Avec les prix, dont il dépend bien sûr, le profit est le deuxième signal émis par le marché pour orienter les efforts productifs, pour redistribuer les ressources disponibles (en travail, en capital, en savoir) en fonction des besoins et des désirs de la communauté. La « main invisible » est à l'œuvre.

## Le profit, rémunération d'un service

Jean Baptiste Say aura sans doute été le premier économiste qui aura expliqué le rôle spécifique joué par l'entrepreneur. La main invisible a des doigts : ce sont ceux de l'entrepreneur. Le profit est ce qui le motive à mieux exercer sa mission, puisqu'il rend le service d'organiser la production en fonction de sa lecture du

marché et de concevoir la gestion dynamique souhaitable à long terme. Comme le souligne avec pertinence Israël Kirzner, c'est la perspective du profit, et de la propriété de l'innovation qui pousse à la créativité. « Finder Keeper » : celui qui trouve garde pour lui le profit de sa découverte. En conséquence, dans le système capitaliste il y a beaucoup de gens qui découvrent, alors qu'il n'y a personne dans un système collectiviste – ce qui explique les échecs répétés du socialisme qui nie ou limite la propriété privée.

Faire un profit, ce n'est donc pas gagner de l'argent n'importe comment, ni manifester son âpreté au gain. C'est se mettre en harmonie avec les autres, pour les mieux servir.

La critique du profit est souvent l'apanage de « profiteurs » qui s'enrichissent sur le dos des autres, notamment à travers les dépenses de l'Etat, « cette grande fiction sociale à travers laquelle chacun s'efforce de vivre aux dépens de tout le monde » (Bastiat).

---

*Le tome premier de Connaissance du Libéralisme sera présenté à l'Université d'Été 33.*

*Il contiendra les sept rubriques écrites dans la Nouvelle Lettre à ce jour. De même les rubriques « Portraits d'économistes » et « Portraits de philosophes » seront rassemblées dans de petites publications à cette occasion. Ces documents devraient contribuer à la pédagogie libérale qui est l'une des missions que nous nous sommes assignées depuis des lustres. •*

## Les manuels du militant libéral

Les vacances invitent à la lecture. On peut joindre l'utile à l'agréable, en s'intéressant à des ouvrages qui sont de nature à nous renforcer dans nos convictions et à nous aider à convaincre les autres. Fort heureusement, la plupart des livres dont nous vous rappelons l'existence (ils ont tous été présentés dans notre rubrique « Lu pour vous » depuis le numéro 1100) ont été des best-sellers, dont la presse s'est largement fait l'écho.

La preuve est faite que la littérature de la liberté est attractive en France. Pas surprenant : les plumes sont alertes, la documentation est précise, la pensée est profonde.

Nous pouvons être fiers des livres de nos intellectuels libéraux. Ils méritent d'être lus, relus, achetés, passés de mains en mains : celles des cousins, des copains, des voisins. Ce seront nos « manuels du militant libéral ». A vos marques !



**Florin Aftalion**

**Crise, Dépression, New Deal, Guerre**

Editions Economica, Paris, mai 2012



**Yvan Blot**

**La Démocratie Directe**

Editions du Cri, 2012  
[www.contribuables.org](http://www.contribuables.org)



**Jean Philippe Delsol  
Nicolas Lecaussin**

**A quoi servent les riches ?**

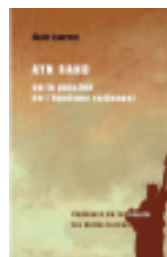
Lattès, 2012



Sous la direction de  
**Mathieu Laine**

**Dictionnaire du Libéralisme**

Larousse, Coll. Présent, Paris,  
avril 2012



**Alain Laurent**

**Ayn Rand ou la passion de  
l'égoïsme rationnel : une  
biographie intellectuelle**

les belles lettres, 2012



**Jean Gilles Malliarakis**

**Pour une libération fiscale**

Editions du Trident, 2012



**Alain Mathieu**

**Ces mythes qui ruinent la  
France**

Editions du Cri, 2011  
[www.contribuables.org](http://www.contribuables.org)



**Philippe Nemo**

**La belle mort de l'athéisme  
moderne**

PUF, Collection Quadrige, 2012



**Yvan Rioufol**

**De l'urgence d'être réac-  
tionnaire**

Presses Universitaires de  
France, décembre 2011



**Jean Perrin**

**25 millions de propriétaires**

Editions TME, décembre 2011